SNCF VOYABEURS

En bref

MOSELLE

MEUSE

MEURTHE-ET-MOSELLE

plastique recyclées

sortie de la Bourse

La CPME de Meurthe-et-Moselle

organise une rencontre avec son

Le groupe Semin va fabriquer un

isolant à partir de bouteilles en

Le groupe meusien Ober prépare sa

TOUTES LES BRÈVES

Mon magazine

Octobre 2023

Lorraine

N°430

LIRE

président national, François Asselin

CONTRAT PRO

BÉNÉFICIEZ

DE RÉDUCTIONS

SUR LES CARTES

ET TARIFS PRO

INOU!





Interview Manuel Rodriguez (UIMM) Lorraine) : "J'espère convertir 100 % des entreprises du territoire à la RSE"

Vous êtes maintenant connecté sur votre compte Le JDEntreprises.

Entretien avec Manuel Rodriguez, président de la commission RSE de l'UIMM Lorraine Propos recueillis par Propos recueillis par Philippe Bohlinger - 03 novembre 2023

Alors que l'Union européenne augmente la part d'entreprises concernées par la publication d'informations en matière de durabilité, l'Union des industries et métiers de la métallurgie (UIMM) de Lorraine mise sur Manuel Rodriguez, le patron du groupe meusien de robinetteriecéramique Kramer, pour inciter les industriels à s'engager, sans tarder, dans une démarche RSE.











Lorraine. — Photo: Groupe Kramer

Lors de sa dernière assemblée générale, l'UIMM Lorraine a voulu accélérer sur le volet de la responsabilité sociétale des entreprises (RSE) en instaurant une nouvelle commission. Pourquoi avoir accepté la présidence de cette commission RSE?

Ce que je considérais jusqu'à présent comme mon devoir de citoyen, à savoir l'intégration des préoccupations sociales et environnementales à mes activités industrielles et commerciales, va devenir une obligation. Un véritable tsunami réglementaire attend les entreprises ! C'est une des raisons pour lesquelles j'ai accepté de présider la nouvelle commission RSE de l'UIMM Lorraine. Les performances environnementales, sociales et de gouvernance vont devenir aussi importantes que la notation purement financière. En décembre 2022, l'Union européenne a franchi un cap en adoptant la nouvelle directive relative à la publication d'informations en matière de durabilité des entreprises (Corporate sustainability reporting directive). La directive élargit le spectre des entreprises qui devront communiquer sur les performances de RSE. Cette notation extrafinancière concernera à partir du 1^{er} janvier 2025 les entreprises de taille intermédiaire de plus de 250 salariés (contre 500 auparavant), dont le chiffre d'affaires dépasse les 40 millions d'euros, soit 50 000 sociétés dans l'Union européenne.

"Intéressez-vous à la RSE tant que c'est un challenge ludique"

D'après moi, nous devons anticiper son élargissement à moyen terme aux PME, celles qui depuis quatre ans sont tenues de désigner un commissaire aux comptes. Il s'agit des sociétés qui dépassent deux des trois seuils suivants : un total bilan de 4 millions d'euros, un chiffre d'affaires de 8 millions d'euros et/ou un effectif de 50 salariés. J'en veux pour preuve que depuis quelques mois, les commissaires aux comptes sont formés à l'analyse des données extra-financières.

Quels objectifs vous fixez-vous à la tête de la commission RSE?

Actuellement, moins de 10 % des adhérents de l'UIMM Lorraine sont engagés dans une démarche RSE. Les patrons de PME que je connais me disent : Pourquoi me lancerais-je dans une telle démarche ? Je connais mon personnel. Or, ils assimilent souvent "sociétal" à "social". Je leur passe le message suivant : Intéressez-vous à la RSE tant que c'est un challenge ludique, car bientôt vous y serez contraints par des textes réglementaires.

À la présidence de cette nouvelle commission, j'espère convertir 100 % des entreprises du territoire à la RSE. Je compte pour cela partager notamment mon expérience. J'ai toujours eu envie de rendre une part du succès que j'ai rencontré à la tête du groupe de robinetterie Kramer (185 salariés, chiffre d'affaires de 80 millions d'euros). Mais attention, mon propos n'est pas de dire que toutes les entreprises doivent s'embarquer dans la démarche ISO 26000, ni s'inscrire dans le label EcoVadis, une plateforme d'évaluation des performances RSE. Ma première ambition, c'est que les entrepreneurs mettent rapidement un pied à l'étrier, en lançant un check-up RSE ou encore une labellisation RSE, deux outils proposés par l'UIMM Lorraine à ses adhérents. Je suis Messin et pour moi, cette démarche s'inscrit parfaitement dans l'attachement que nous avons, nous

La RSE est-elle conciliable avec la charge d'entrepreneur?

patrons, à nos territoires.

Ma mission première, c'est d'être entrepreneur. Mais c'est tellement plus stimulant d'être à la tête d'un groupe attentif à sa RSE ! Le groupe Saint-Gobain qui distribue la majorité des produits fabriqués par Kramer, fonde sa démarche RSE sur le référentiel EcoVadis. Nous nous sommes dit : Pourquoi ne pas jouer le jeu, sans prétendre à aucun rang particulier ? Au final, mon groupe est parvenu à atteindre le classement "Gold" de ce référentiel, soit la tranche de 3 % des entreprises les mieux notées. Nous sommes également depuis peu une entreprise à mission, un statut instauré par la loi Pacte de 2019 et qui incite les sociétés à concilier rentabilité financière et intérêt général.

"La RSE est un avantage compétitif dont les PME françaises et lorraines doivent avoir conscience et se saisir"

La RSE est un avantage compétitif dont les PME françaises et lorraines doivent avoir conscience et se saisir. Les vents sont favorables. Par exemple, en matière de réduction des émissions de CO2, les grands groupes français ne peuvent plus se contenter du scope 1 (émissions directes), ils doivent également prendre en compte le scope 2 (émissions indirectes liées aux consommations énergétiques) et surtout le scope 3 qui couvre les émissions indirectes en amont et en aval de leur chaîne de valeur. Les industriels européens reviennent ainsi dans le jeu!

tôt?

Pourquoi avez-vous le sentiment d'avoir démarré votre carrière trente ans trop

J'ai eu 53 ans en 2023 et j'ai enfin le sentiment que le vent tourne pour les industriels, mais cela arrive un peu tard, car j'ai passé les trente dernières années à lutter contre la désindustrialisation. Quand j'étais étudiant aux Arts et Métiers, on apprenait que la délocalisation de la production industrielle en Asie était inéluctable, que tôt ou tard, plus aucun bien manufacturé ne serait fabriqué en Europe. Pourtant, quelque part au fond de moi, j'ai conservé cet attachement au "produit". À 26 ans, lorsque j'ai expliqué vouloir reprendre Kramer et devenir le leader de la robinetterie en France, les banquiers m'ont regardé avec un drôle d'air. J'ai été aidé par l'ancien patron qui n'avait pas de successeur. Difficile à l'époque d'imaginer qu'une petite PME meusienne finirait par occuper 11 % du marché français, jouant dans la cour des Grohe, Hansgrohe et JacobDelafon. Notre stratégie a consisté à nous établir non comme une marque, mais comme une "marque de fabrique" en travaillant à 80 % pour les marques de distributeurs. Ces volumes nous ont permis d'aller vers davantage de performance éco-responsable et d'être à la pointe.

Malgré les difficultés conjoncturelles Kramer continue de progresser...

Dans mon secteur, j'observe une vraie volonté de la distribution professionnelle de participer à l'effort de réindustrialiser la France, de décarboner l'économie, de monter en qualité, quitte à payer le produit un peu plus cher que s'il était fabriqué en Asie. Cet engagement nous permet de continuer à progresser sur notre marché. Nous avons racheté en 2019 une belle marque française, Horus, qui menaçait de connaître le sort d'Ideal Standard, Porcher ou JacobDelafon, rachetées par des sociétés étrangères. En 2021, nous avons ajouté la céramique sanitaire à nos activités de robinetterie en prenant le contrôle de la Jurassienne de céramique (anciennement Jacob Delafon), véritable "Olympia du sanitaire" fondée en 1899 par les inventeurs de la salle de bains moderne. Cette usine d'une capacité de 500 000 pièces par an devait fermer. Avec mes partenaires commerciaux, Saint-Gobain, Martin Belaysoud, le groupe de Patrick Martin le président du Medef, nous avons relancé cette usine. Groupe Kramer s'est encore étoffé cette année avec la reprise de Sarodis, un concepteur et distributeur de produits de salle de bains qui emploie une vingtaine de personnes en Maine-et-Loire. Comme quoi, il est encore possible de réaliser de belles choses sans importer des milliers de conteneurs d'Asie.

SECTEURS D'ACTIVITÉ THÉMATIQUES

LOCALISATION

MOSELLE MEURTHE-ET-MOSELLE INDUSTRIE









Après l'euphorie, Lorca et CAL veulent consolider leurs positions sur la jardinerie

INDUSTRIE - INVESTISSEMENT INDUSTRIEL



Carbios obtient le feu vert pour construire son usine de

recyclage enzymatique FINANCE - INNOVATION Interview **Jérôme Sterpenich**



(Institut Carnot Icéel) : "Nous

allons augmenter le flux de collaborations avec les entreprises" Entretien avec Jérôme Sterpenich, directeur de l'Institut Carnot Icéel MEURTHE-ET-MOSELLE • BTP • RÉSEAUX D'ACCOMPAGNEMENT



FFBI

MAYENNE - BÂTIMENT - CONJONCTURE La baisse d'activité dans le

l'insertion pour les

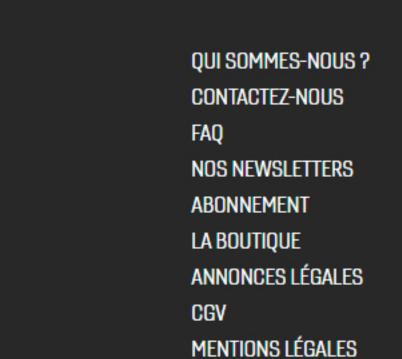
Impulsion se lance dans

travailleurs indépendants

bâtiment commence à se faire sentir en Mayenne









MON ABONNEMENT

LORRAINE

NOS ÉDITIONS

ALSACE AUVERGNE RHÔNE-ALPES CÔTES-D'ARMOR FINISTÈRE HAUTS-DE-FRANCE ILLE-ET-VILAINE

TOUTES ÉDITIONS

GESTION DES COOKIES

LOIRE-ATLANTIQUE - VENDÉE MAINE-ET-LOIRE - SARTHE MORBIHAN NORMANDIE **NOUVELLE-AQUITAINE** OCCITANIE

RÉGION SUD

